

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

N° RG 20/00276 - N° Portalis DBVK-V-B7E-OVRW

O R D O N N A N C E N° 2020 - 292
du 07 Septembre 2020
**SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION
PENITENTIAIRE**

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

Monsieur PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

1 rue Foch
34000 Montpellier

Représenté par Robert Bartoletti, Substitut Général

Appelant,

D'AUTRE PART :

Monsieur [REDACTED]
né le 27 Mars 2001 à ORAN ALGERIE
de nationalité Algérienne

non comparant, représenté par Maître PASSET, avocate commise d'office.

et en présence de Madame TAGUIA, interprète assermentée en langue arabe,

Monsieur LE PREFET DE L'HERAULT

34 Place des Martyrs de la Résistance
34000 MONTPELLIER

Représenté par Eric AFFORTIT dûment habilité,

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assistée de Maryline THOMAS, greffier,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 1er septembre 2020 de Monsieur le Préfet de l'Hérault portant obligation de quitter le territoire national sans délai et ordonnant la rétention de Monsieur [REDACTED] pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu la requête de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 3 septembre 2020 tendant à la prolongation de la rétention de Monsieur [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance du 03 Septembre 2020 à 14h50 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Perpignan qui a :

- prononcé rejeté la demande de Monsieur le Préfet de l'Hérault,
- ordonné la remise en liberté de Monsieur [REDACTED]

Vu la déclaration d'appel, assortie d'une demande tendant à donner un effet suspensif à l'ordonnance du 03 Septembre 2020 du juge des libertés et de la détention du Tribunal judiciaire de PERPIGNAN, faite le 03 Septembre 2020 par Monsieur PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE de PERPIGNAN, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 17h11 ;

Vu l'ordonnance du magistrat délégué par le premier président en date 4 septembre 2020 qui a rejeté la demande formée par Monsieur le procureur de la République de Perpignan en vue de donner un effet suspensif à l'appel interjeté contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention du Tribunal judiciaire de PERPIGNAN en date du 03 Septembre 2020 ;

Vu les télécopies adressées le 03 Septembre 2020 au Ministère Public, à Monsieur le Préfet de l'Hérault, à Monsieur [REDACTED] et à son conseil, les informant que l'audience sera tenue le lundi 7 septembre 2020 à 14 H 00.

PRETENTIONS DES PARTIES

Le représentant de Monsieur PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, sollicite l'infirmer de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté la demande de prolongation en rétention de l'étranger [REDACTED]

Monsieur Elhadj BENDERBAL n'a pas comparu.

Me Solène PASSET, avocat de Monsieur [REDACTED] sollicite la confirmation de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté la demande de prolongation en rétention de l'étranger.

Monsieur le représentant de Monsieur le Préfet de l'Hérault, demande l'infirmer de l'ordonnance déférée.

SUR QUOI

Sur l'appel du procureur de la République de Perpignan contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention du 3 septembre 2020 ne prolongeant pas la rétention administrative de monsieur [REDACTED]

[REDACTED] étant de nationalité algérienne, ainsi que le premier juge l'a relevé le 3 septembre 2020 tout comme le conseiller délégué de monsieur le Premier Président le 4 septembre 2020, puisqu'étant entré en France en 2014 muni d'un passeport devenu périmé en 2015, les dispositions sanitaires pour lutter contre la pandémie de COVID -19 par l'Algérie doivent être analysées au regard des dispositions du CESEDA et notamment de son article L 554-1 qui dispose qu'une personne étrangère peut être maintenue en rétention pour le temps strictement nécessaire à son départ.

Il s'évince des informations diplomatiques françaises consultées sur le lien <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/> actualisées au 7 septembre 2020 que l'Algérie a annoncé la suspension depuis le 17 mars 2020 de toutes les liaisons aériennes et maritimes à destination et en provenance de l'Algérie, à l'exception du transport des marchandises.

Dans ces conditions, il y a lieu de rejeter l'appel du ministère public et de confirmer l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement :

Rejetons l'appel formé par le procureur de la République de Perpignan le 3 septembre 2020.

Confirmons l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan du 3 septembre 2020.

Rappelons à Monsieur [REDACTED] qu'il a l'obligation de quitter le territoire national.

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile.

Fait à Montpellier, au palais de justice, le 07 Septembre 2020 à 15 heures et notifié aux parties par les soins du greffe de la cour d'appel de Montpellier.

Le greffier,

Le magistrat délégué,

